



BANK OF CANADA
BANQUE DU CANADA

Rapport annuel concernant l'application de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*

Publication : Septembre 2024

Pour la période du 1^{er} avril 2023 au 31 mars 2024

Table des matières

| | |
|--|----|
| Introduction..... | 1 |
| Mandat de la Banque du Canada..... | 1 |
| Délégation et structure organisationnelle | 1 |
| Rendement en 2023-2024 | 2 |
| Programme de formation et de sensibilisation | 3 |
| Politiques, lignes directrices et procédures institutionnelles | 4 |
| Initiatives et projets visant à améliorer la protection des renseignements personnels | 5 |
| Atteinte substantielle à la vie privée | 5 |
| Évaluation des facteurs relatifs à la vie privée | 6 |
| Communications dans l'intérêt public | 6 |
| Suivi de la conformité..... | 6 |
| Annexe A : Délégation de pouvoirs | 8 |
| Annexe B : Rapport statistique 2023-2024 | 11 |
| Annexe C : Rapport statistique complémentaire 2023-2024 sur la <i>Loi sur l'accès à l'information</i> et la <i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> | 23 |

Introduction

La *Loi sur la protection des renseignements personnels* donne à chacun le droit d'accéder à ses propres renseignements personnels détenus par les institutions fédérales et protège ces renseignements contre la collecte, l'utilisation, la conservation et la divulgation non autorisées.

L'accès à l'information, y compris aux renseignements personnels, est un droit de nature quasi constitutionnelle au Canada. La *Loi sur la protection des renseignements personnels* permet également aux personnes d'exercer leur droit à la vie privée.

Le présent rapport, qui décrit les activités de la Banque du Canada relatives à la protection des renseignements personnels pour 2023-2024, a été préparé en conformité avec l'alinéa 71(1)e) de la *Loi* et est déposé au Parlement conformément à l'article 72.

La Banque ne présente pas ce rapport pour le compte de filiales en propriété exclusive ou d'institutions non opérationnelles.

Mandat de la Banque du Canada

La Banque du Canada est la banque centrale du pays. Elle a été fondée en 1934 et a ouvert ses portes en mars 1935. En 1938, elle est devenue une société d'État appartenant au gouvernement fédéral. Son rôle principal, tel qu'il est défini dans la *Loi sur la Banque du Canada*, consiste à « favoriser la prospérité économique et financière du Canada ».

Voici ses cinq grandes fonctions :

- ❖ **Politique monétaire** – maintenir l'inflation à un niveau bas, stable et prévisible.
- ❖ **Système financier** – promouvoir la fiabilité, la solidité et l'efficacité des systèmes financiers au Canada et à l'échelle internationale.
- ❖ **Monnaie** – concevoir, émettre et distribuer les billets de banque canadiens.
- ❖ **Gestion financière** – agir à titre d'agent financier du gouvernement du Canada, en le conseillant sur ses stratégies en matière de dette publique et de réserves de change et en les mettant en œuvre.
- ❖ **Supervision des paiements de détail** – superviser les fournisseurs de services de paiement afin de renforcer la confiance à l'égard de la sécurité et de la fiabilité de leurs services, et de protéger les utilisateurs contre certains risques.

Délégation et structure organisationnelle

Aux termes du paragraphe 71(2) de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, le gouverneur de la Banque du Canada assume les responsabilités du ministre désigné prévues aux alinéas 71(1)a) et 71(1)d).

En vertu de l'article 73 de la *Loi*, le gouverneur a délégué la responsabilité de veiller au respect des dispositions de cette loi à l'avocat général et secrétaire général de la Banque, au secrétaire général adjoint et directeur principal, Conformité (coordonnateur de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels de la Banque), et au directeur du Service de l'AIPRP.

Une copie de la délégation de pouvoirs de la Banque se trouve à l'[annexe A](#).

Le département des Services à la Haute Direction et des Services juridiques (HDJ) de la Banque est chargé de s'acquitter des obligations de l'institution découlant de la *Loi sur l'accès à l'information* et de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*. Le Service de l'AIPRP, au sein des HDJ, est chargé d'administrer le programme d'AIPRP. Il se compose de huit spécialistes des politiques, d'analystes et d'administrateurs. La Banque a recours aux services de consultants externes, au besoin.

Un réseau d'agents de liaison a également été établi dans chaque département de la Banque. Ces agents de liaison sont chargés de récupérer les documents pertinents et de fournir des conseils au Service de l'AIPRP sur la nature délicate des renseignements contenus dans les documents. Les demandes relatives à la protection des renseignements personnels sont traitées avec la plus grande discrétion en raison des précautions qui doivent être prises lors du traitement de renseignements personnels de nature délicate. L'information concernant les demandes relatives à la protection des renseignements personnels est communiquée uniquement aux personnes qui ont absolument besoin de la connaître.

Si le Service de l'AIPRP reçoit une demande officielle pour de l'information à laquelle la personne peut généralement avoir accès par un mode de communication directe, comme des renseignements sur le travail du Bureau des biens non réclamés de la Banque, le Service de l'AIPRP coordonnera la réponse au demandeur par l'intermédiaire de ces autres modes de communication, s'il y a lieu.

La Banque ne fournit aucun service associé à la protection des renseignements personnels à d'autres institutions aux termes de l'article 73.1 de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*.

Rendement en 2023-2024

La section qui suit présente quelques faits saillants statistiques tirés du Rapport statistique sur la *Loi sur la protection des renseignements personnels*. Pour obtenir des données supplémentaires sur les activités de la Banque en vertu de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* pour 2023-2024, veuillez consulter le rapport statistique et le rapport complémentaire joints à l'[annexe B](#) et à l'[annexe C](#).

Demandes officielles

La Banque du Canada a reçu onze nouvelles demandes officielles relatives à la protection des renseignements personnels en 2023-2024.

- ❖ De plus, une demande a été reportée de la période de rapport précédente, et aucune demande n'a été reportée de plus d'une période de rapport.
- ❖ Ensemble, elles représentent une charge de travail de douze demandes officielles.
- ❖ Dix demandes ont été traitées, dont neuf ont été closes à l'intérieur du délai prescrit, ce qui représente un taux de traitement de 90 % pour les demandes traitées à temps.
- ❖ Trois demandes ont été closes dans un délai de 15 jours, cinq dans un délai de 30 jours et deux dans un délai de 60 jours.
- ❖ Les demandes closes ont nécessité le traitement de 142 pages. Une demande a fait l'objet d'une communication totale, aucun document pertinent n'existait pour sept demandes et deux demandes ont été abandonnées.
- ❖ Aucun enregistrement audio ou vidéo n'a été traité pour les demandes closes au cours de la période visée.
- ❖ Deux demandes ont été reportées à 2024-2025 : une à l'intérieur du délai prescrit et une au-delà du délai prescrit. La section 2.1 du rapport statistique complémentaire (annexe C) présente une ventilation détaillée des données reportées.

Demandes non officielles

- ❖ La Banque a reçu quatre demandes non officielles au cours de la période de référence 2023-2024.
- ❖ Sur les quatre demandes non officielles actives, trois ont été closes au cours de la période visée par le rapport.
- ❖ Une demande non officielle a été reportée à la période de référence 2024-2025.

Consultations

La Banque n'a pas reçu ni traité de demandes de consultation de la part d'autres institutions au titre de la Loi sur la protection des renseignements personnels en 2023-2024.

Prorogations

En 2023-2024, la Banque a effectué une prorogation afin de mener des consultations externes.

Plaintes

- ❖ La Banque n'a reçu aucun avis formel de plainte aux termes de l'article 31 de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* en 2023-2024.
- ❖ Le Commissariat à la protection de la vie privée du Canada a informé la Banque que deux plaintes en suspens depuis la période précédente ont été closes au moyen d'une résolution précoce en 2023-2024.
- ❖ Comme aucune plainte n'était en suspens à la fin de 2023-2024, aucune plainte n'a été reportée à la période suivante.

Programme de formation et de sensibilisation

En tant qu'employés d'une institution fédérale, tous les membres du personnel de la Banque sont tenus de respecter les principes de la *Loi*, et tous doivent être prêts à appuyer le traitement des demandes de renseignements personnels dans le cadre de leurs activités quotidiennes. Afin de leur faire connaître leurs rôles et responsabilités, tous les employés reçoivent une formation obligatoire sur la *Loi sur l'accès à l'information* et la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, sous la forme d'un module d'apprentissage virtuel, dans le cadre du processus d'intégration de la Banque. En 2023-2024, 514 employés ont suivi le module de sensibilisation à l'AIPRP.

Le Service de l'AIPRP a élaboré trois modules d'apprentissage en ligne qui traitent des obligations en matière de protection des renseignements personnels et des principes de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*. Tous les employés doivent suivre un module obligatoire sur la protection des renseignements personnels dans le cadre du processus annuel d'attestation de conformité au Code de conduite professionnelle et d'éthique de la Banque. En 2023-2024, 2 831 employés ont suivi un de ces modules d'apprentissage en ligne.

Le Service de l'AIPRP a entrepris un exercice de renouvellement de l'image de marque afin de tenir compte du besoin grandissant et en évolution de conseils stratégiques en matière de protection des renseignements personnels à la Banque. À l'interne, le Service est désormais appelé le Centre d'expertise sur la protection des renseignements personnels et l'accès à l'information (CEPA). La promotion des meilleures pratiques en matière de protection des renseignements personnels est appuyée par le portail du CEPA, qui sert de centre de ressources interactif en ligne pour tous les membres du personnel de la Banque qui interagissent avec des renseignements personnels dans le

cadre de leurs fonctions. Le portail du CEPA est un projet évolutif qui sera régulièrement mis à jour avec du contenu d'actualité sur la protection des renseignements personnels.

Le Service de l'AIPRP offre également des séances de formation et de sensibilisation virtuelles et en personne au personnel de la Banque. Ces séances portent sur l'application de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, le cadre de gestion des risques d'atteinte à la vie privée de la Banque et les outils de gestion des risques, les pratiques exemplaires pour la gestion des renseignements personnels tout au long de leur cycle de vie, la sensibilisation aux atteintes à la vie privée et la formation obligatoire pour le personnel travaillant avec des ensembles de données sensibles. Au cours de la période visée, le Service de l'AIPRP a présenté aux leaders une série d'exposés formels axés sur les considérations en matière de protection des renseignements personnels lors de la conception de cas d'utilisation comprenant des travaux de recherche et l'analyse de données sur les employés.

En 2023-2024, le Service de l'AIPRP a offert 31 séances à 219 participants dans l'ensemble des départements de la Banque.

Politiques, lignes directrices et procédures institutionnelles

En tant que spécialiste de la protection des renseignements personnels au sein de l'institution, le Service de l'AIPRP doit veiller à ce que les considérations connexes soient prises en compte dans les processus décisionnels de la Banque.

Le Service de l'AIPRP collabore avec tous les secteurs d'activité de la Banque au cours de l'exercice de planification annuelle afin de cerner les initiatives qui impliqueront directement ou indirectement la création, la collecte, la communication ou la gestion de renseignements personnels.

En 2023-2024, le Service de l'AIPRP a également participé à divers comités de gouvernance et comités de travail internes pour formuler en temps utile des commentaires aux principaux intervenants au sujet des politiques et des pratiques de la Banque en matière de gestion des données et de l'information. Cela comprend d'importantes initiatives de la Banque, comme l'élaboration du cadre sur l'utilisation responsable de l'intelligence artificielle (IA) et les outils d'évaluation connexes, afin d'appuyer l'adoption de technologies d'IA dans le respect de l'éthique, et de prendre en compte et d'évaluer de manière proactive les répercussions sur la protection des renseignements personnels.

Les progrès technologiques continuent de s'accélérer, et les cycles de mise en œuvre des nouvelles technologies se raccourcissent. Alors que la Banque poursuit sa transformation numérique, adopte de nouveaux outils et de nouvelles technologies, et travaille avec des ensembles de données plus complexes, elle est consciente que ces transformations doivent être évaluées sous l'angle de la protection des renseignements personnels.

La Banque a pleinement adopté l'utilisation des données pour éclairer la prise de décisions à l'aide d'ensembles de données existants et grâce à l'acquisition de nouvelles sources de données. Le Service de l'AIPRP fournit des conseils sur la façon de protéger les droits à la vie privée lorsque ces données contiennent des renseignements personnels. Les intendants et les responsables de données désignés sont informés de leurs responsabilités quant au respect des principes de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* dans le cadre de leurs activités courantes.

Le recours accru à des fournisseurs tiers pour des services qui touchent les renseignements personnels,

la nature mondiale des services externalisés et l'adoption de la technologie de l'IA par ces derniers ont entraîné des risques supplémentaires d'atteinte à la protection des renseignements personnels. Le Service de l'AIPRP collabore étroitement avec d'autres équipes dans toute la Banque pour veiller à ce que les ententes d'impartition soient conformes aux exigences énoncées dans la *Loi sur la protection des renseignements personnels*. De plus, les personnes qui gèrent des contrats avec des fournisseurs tiers sont informées de leurs responsabilités lorsqu'elles ont recours à des services qui touchent les renseignements personnels.

Initiatives et projets visant à améliorer la protection des renseignements personnels

Le Service de l'AIPRP s'efforce de rendre la prestation des services d'accès à l'information aussi harmonieuse que possible, et examine régulièrement les processus pour les améliorer. Le Service est à mi-chemin dans la réalisation d'une initiative pluriannuelle pour moderniser son système de gestion des cas afin d'améliorer l'efficacité du traitement des demandes et l'accès du public.

Pour aider les personnes à exercer leurs droits à la vie privée, la Banque publie sur son site Web un inventaire de ses fonds de renseignements, appelé Info Source. Ce répertoire public décrit les fonctions, les programmes et les activités de la Banque, ainsi que les catégories de documents et de fichiers de renseignements personnels (FRP) qui s'y rattachent. En 2023-2024, la Banque a modifié trois FRP liés aux soldes non réclamés, aux contrôles d'identité et d'accès et à son Programme d'équité en matière d'emploi.

En participant au groupe de travail sur l'accessibilité de la Banque, le Service de l'AIPRP contribue activement aux efforts déployés par l'institution pour promouvoir et faciliter l'accessibilité pour son personnel et pour les personnes qui présentent des demandes d'accès à leurs renseignements personnels. De plus, afin de rendre l'accès aux renseignements personnels plus inclusif et de faciliter la prestation de services culturellement adaptés aux demandeurs autochtones, nous encourageons le personnel à suivre la formation de sensibilisation aux réalités des cultures autochtones de la Banque.

Atteinte substantielle à la vie privée

Au cours de la période visée, la Banque a signalé une atteinte au Commissariat à la protection de la vie privée du Canada. Un fournisseur tiers assurant la prestation de services de réinstallation à la Banque a été victime d'un cyberincident qui a compromis les renseignements personnels d'individus.

Les parties prenantes de la réponse aux incidents de la Banque, y compris des représentants du Service de l'AIPRP et du secteur d'activité qui supervise le programme de réinstallation de la Banque, se sont réunis régulièrement pour recueillir et évaluer des renseignements sur l'incident ainsi que pour informer les membres de la direction générale de l'évolution de la situation et des mesures d'atténuation prises.

En plus d'aviser le Commissariat à la protection de la vie privée du Canada, la Banque a envoyé une série de communications aux d'individus touchés par l'atteinte.

La Banque continue de recevoir des mises à jour de la part du fournisseur sur la portée et la nature des renseignements personnels compromis, à mesure que ce dernier poursuit l'analyse de l'atteinte et prend des mesures pour l'atténuer. L'enquête est toujours en cours.

Évaluation des facteurs relatifs à la vie privée

Une évaluation des facteurs relatifs à la vie privée (EFVP) est un examen officiel approfondi de la protection des renseignements personnels qui sert à évaluer les risques relatifs à la vie privée, à la confidentialité ou à la sécurité associés à la collecte, à l'utilisation, à la communication ou à la conservation de renseignements personnels, ainsi qu'à élaborer des mesures pour atténuer et, dans la mesure du possible, éliminer les risques cernés. La Banque fait appel à des fournisseurs de services tiers pour effectuer ses EFVP.

En 2023-2024, la Banque a mené trois EFVP qui comprenaient :

- ❖ l'évaluation de l'introduction d'une nouvelle application d'information sur les pensions et les avantages sociaux des employés;
- ❖ l'évaluation de l'utilisation élargie d'une application existante qui stocke les coordonnées professionnelles de diverses parties prenantes externes de la Banque;
- ❖ l'évaluation de l'évolution des processus et des procédures du Bureau des biens non réclamés de la Banque.

On peut obtenir sur demande un résumé des EFVP effectuées.

Communications dans l'intérêt public

Il existe des cas limités et précis où des renseignements personnels peuvent être divulgués sans le consentement de la personne visée. Ces circonstances limitées sont décrites au paragraphe 8(2) de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*. La Banque n'a fait aucune communication dans l'intérêt public au titre de l'alinéa 8(2)e), de l'alinéa 8(2)m) ou du paragraphe 8(5) de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* en 2023-2024.

Suivi de la conformité

Le Service de l'AIPRP surveille de façon proactive divers réseaux d'information afin de cerner tout changement législatif à venir qui pourrait avoir une incidence sur la Banque. Cette approche proactive permet à la Banque de planifier efficacement et de mettre en œuvre les changements structurels ou opérationnels nécessaires en temps opportun pour assurer sa conformité.

Le Service de l'AIPRP tient des réunions hebdomadaires pour discuter de tous les dossiers actifs et en faire un suivi étroit, et tenir les cadres supérieurs, dont le directeur du Service de l'AIPRP, au courant des activités. Ces réunions aident le Service de l'AIPRP à assurer une meilleure gestion de la lourde charge de travail et à améliorer les délais de réponse aux demandeurs externes et aux clients internes.

Le Service de l'AIPRP informe périodiquement les membres de la direction générale et du Conseil d'administration sur les indicateurs opérationnels, et leur fait rapport chaque année de l'administration générale du programme d'AIPRP.

De plus, les contrats conclus avec des tiers indiquent clairement que la Banque est assujettie à la *Loi sur l'accès à l'information* et à la *Loi sur la protection des renseignements personnels* et obligent ces entités à aider la Banque à répondre aux demandes formulées en vertu de ces lois, le cas échéant. En outre, les ententes énoncent les exigences relatives à la gestion sûre et appropriée des renseignements de la Banque, y compris les renseignements personnels sous son contrôle, par les tiers.

La Banque s'est engagée à appliquer les règles de conduite personnelles et professionnelles les plus élevées. Ses employés sont tenus de confirmer chaque année qu'ils ont pris connaissance du Code de conduite professionnelle et d'éthique et qu'ils s'y conforment. Dans le Code, la Banque reconnaît et accepte sa responsabilité de conférer à toute personne ou à toute société au Canada le droit d'accéder à l'information contenue dans les documents relevant de la Banque. On rappelle aux employés leurs responsabilités en ce qui concerne la gestion de renseignements institutionnels et des renseignements personnels, et ils sont tenus de reconnaître leurs responsabilités et obligations en vertu de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* dans le cadre de cet exercice annuel.

Annexe A : Délégation de pouvoirs



September 13, 2023

To: Steve Thomas
General Counsel & Corporate Secretary

From: Tiff Macklem
Governor

Lesley Ryan
Deputy Corporate Secretary and Senior Director, Compliance
Access to Information and Privacy Coordinator

Subject: Delegation of Authority under the Access to Information Act and the Privacy Act

The Governor of the Bank of Canada, pursuant to section 95(1) of the *Access to Information Act* and section 73(1) of the *Privacy Act*, hereby designates the persons holding the positions set out on the schedule hereto, or the persons occupying on an acting basis those positions, to exercise the powers and functions of the Governor as the head of a government institution, under the section of the *Act* set out in the schedule opposite each position.

Schedule

| Position | <i>Access to Information Act</i> and regulations | <i>Privacy Act</i> and regulations |
|--|---|---------------------------------------|
| General Counsel & Corporate Secretary | Full authority | Full authority |
| Deputy Corporate Secretary and Senior Director, Compliance/ Access to Information and Privacy Coordinator | Full authority | Full authority |
| Director ATIP | As set out in Appendix A | As set out in Appendix B |


Governor Tiff Macklem

Oct 31, 2023
(Date)

Appendix A (Responsibility Delegated to Director ATIP — Access to Information Act)

| Sections | Description |
|-----------------|---|
| 7 | Respond to request for access within 30 days; give access or give notice |
| 8 | Transfer a request to the government institution with greater interest; give written notice of the transfer to the applicant |
| 9 | Extend time limits for responding to request and give notice to Information Commissioner of extension of over 30 days |
| 10 | Issue notice where access refused- the record does not exist, or where the institution does not indicate if the records exists or not the specific provisions for refusal if the record existed |
| 11 | Administer the collection of fees or waive fees |
| 12(2)(b) | Decide whether to translate requested record(s) |
| 12(3)(b) | Convert record(s) in an alternative format, when necessary and reasonable |
| 13(1) | Shall refuse to disclose any record obtained in confidence from another government |
| 13(2) | May disclose any record referred to in 13(1) if the other government consents to the disclosure or makes the information public |
| 14 | May refuse to disclose any record if reasonably injurious to the conduct of Federal-Provincial affairs |
| 15 | May refuse to disclose any record if reasonably injurious to international affairs and defence or the detection, prevention, or suppression of subversive or hostile activities |
| 16 | May refuse to disclose any record pertaining to law enforcement and investigations, to information that could reasonably be expected to facilitate the commission of an offence, to confidential information on policing services for provinces or municipalities |
| 17 | May refuse to disclose any record that could reasonably threaten the safety of individuals |
| 18 | May refuse to disclose any record that could reasonably be expected to be materially injurious to the economic interests of Canada |
| 19(1) | Shall refuse to disclose any record that contains personal information as defined in section 3 of the <i>Privacy Act</i> |
| 19(2) | May disclose personal information if: the individual consents; the information is publicly available; disclosure is in accordance with section 8 of the <i>Privacy Act</i> |
| 20 | Shall refuse to disclose any record that contains third party information |
| 21 | May refuse to disclose any record that contains information related to the operations of government: advice/recommendations; consultations/deliberations; plans for negotiations; plans related to management of personnel |
| 22 | May refuse to disclose any record that contains information relating to testing or auditing procedures |
| 23 | May refuse to disclose any record that contains information subject to solicitor-client privilege |
| 24 | Shall refuse to disclose any record that is subject to statutory prohibitions as set out in Schedule II |
| 25 | Shall sever any information that can be disclosed |
| 26 | May refuse to disclose any record on reasonable grounds that such material is to be published within a 90-day period or longer |
| 27(4) | May extend the time limit for third party notification |
| 28(4) | Disclose a record pertaining to Third Party following 20 days from the notice having been issued to a third party of the decision to disclose, unless the third party requests a review of the decision as per section 44 |
| 68 | Deny any record that is excluded in the Act, including published material or material available for purchase by the public |
| 69 | Deny any record that is excluded in the Act that constitute confidences of the Queen's Privy Council for Canada |

Appendix B (Responsibility Delegated to Director ATIP — Privacy Act)

| Sections | Description |
|-----------------|---|
| 8(2)(a)-(l) | Disclose personal information on the basis of the requirements of subsection 8(2) |
| 8(4) | Retain a record of any disclosure made under 8(2)(e) |
| 9(1) | Retain records of use of personal information |
| 9(4) | Notify the Privacy Commissioner of consistent use of personal information and update index accordingly |
| 10 | Include personal information in personal information banks |
| 14 | Respond to request for access within 30 days; give access or give notice |
| 15 | Extend time limit for responding to request for access |
| 16 | Issue notice where access refused |
| 17 | Form of Access/Language of Access/Alternative format |
| 19(1) | Shall refuse to disclose information obtained in confidence from another government or organization |
| 19(2) | May disclose any information referred to in 19(1) if the other government or organization consents to the disclosure or makes the information public |
| 20 | May refuse to disclose information if injurious to the conduct of Federal-Provincial affairs |
| 21 | May refuse to disclose if injurious to international affairs and defence or preventing or suppressing subversive or hostile activities |
| 22 | May refuse to disclose information prepared by an investigative body, information injurious to the enforcement of a law, or information injurious to the security or penal institutions |
| 23 | May refuse to disclose information prepared by an investigative body for security clearances |
| 25 | May refuse to disclose information which could reasonably threaten the safety of individuals |
| 26 | May refuse to disclose information about another individual, and shall refuse to disclose such information where disclosure is prohibited under section 8 |
| 27 | May refuse to disclose information subject to solicitor-client privilege |
| 28 | May refuse to disclose information relating to the individual's physical or mental health where disclosure contrary to the best interest of the individual |
| 69 | Deny any record that is excluded in the Act, including library or museum material preserved solely for public reference or exhibition purposes |
| 70 | Deny any record that is excluded in the Act that constitute confidences of the Queen's Privy Council for Canada |

Reference

Extracts of the Access to Information Act (R.S.C., 1985, c. A-1)

Delegation by head of government institution

95 (1) The head of a government institution may, by order, delegate any of their powers, duties, or functions under this Act to one or more officers or employees of that institution.

Extracts of the Privacy Act (R.S.C., 1985, c. P-21)

Delegation by head of government institution

73 (1) The head of a government institution may, by order, delegate any of their powers, duties, or functions under this Act to one or more officers or employees of that institution.

Annexe B : Rapport statistique 2023-2024

| | |
|---|--------------------------|
| Nom de l'institution : | Banque du Canada |
| Période d'établissement de rapport : | 2023-04-01 au 2024-03-31 |

Section 1 : Demandes en vertu de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*

1.1 Nombre de demandes reçues

| | | Nombre de demandes |
|---|---|--------------------|
| Reçues pendant la période d'établissement de rapport | | 11 |
| En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente | | 1 |
| <ul style="list-style-type: none"> En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente | 1 | |
| <ul style="list-style-type: none"> En suspens pour plus d'une période d'établissement de rapport | 0 | |
| Total | | 12 |
| Fermées pendant la période d'établissement de rapport | | 10 |
| Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport | | 2 |
| <ul style="list-style-type: none"> Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport dans les délais prévus par la <i>Loi</i> | 1 | |
| <ul style="list-style-type: none"> Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport au-delà des délais prévus par la <i>Loi</i> | 1 | |

1.2 Mode des demandes

| Source | Nombre de demandes |
|--------------|--------------------|
| En ligne | 0 |
| Courriel | 5 |
| Poste | 6 |
| En personne | 0 |
| Téléphone | 0 |
| Télécopieur | 0 |
| Total | 11 |

Section 2 : Demandes non officielles

2.1 Nombre de demandes non officielles

| | | Nombre de demandes |
|---|---|--------------------|
| Reçues pendant la période d'établissement de rapport | | 4 |
| En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente | | 0 |
| En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente | 0 | |
| En suspens pour plus d'une période d'établissement de rapport | 0 | |
| Total | | 4 |
| Fermées pendant la période d'établissement de rapport | | 3 |
| Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport | | 1 |

2.2 Mode des demandes non officielles

| Source | Nombre de demandes |
|--------------|--------------------|
| En ligne | 0 |
| Courriel | 4 |
| Poste | 0 |
| En personne | 0 |
| Téléphone | 0 |
| Télécopieur | 0 |
| Total | 4 |

2.3 Délai de traitement des demandes non officielles

| Délai de traitement | | | | | | | |
|---------------------|---------------|---------------|----------------|-----------------|-----------------|-------------------|-------|
| 1 à 15 jours | 16 à 30 jours | 31 à 60 jours | 61 à 120 jours | 121 à 180 jours | 181 à 365 jours | Plus de 365 jours | Total |
| 3 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 |

2.4 Pages communiquées de manière informelle

| Moins de 100 pages | | 100 à 500 pages | | 501 à 1 000 pages | | 1 001 à 5 000 pages | | Plus de 5 000 pages | |
|--------------------|-----------------|--------------------|-----------------|--------------------|-----------------|---------------------|-----------------|---------------------|-----------------|
| Nombre de demandes | Nombre de pages | Nombre de demandes | Nombre de pages | Nombre de demandes | Nombre de pages | Nombre de demandes | Nombre de pages | Nombre de demandes | Nombre de pages |
| 3 | 29 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

Section 3 : Demandes fermées pendant la période d'établissement de rapport

3.1 Disposition et délai de traitement

| Disposition des demandes | Délai de traitement | | | | | | | Total |
|--------------------------|---------------------|---------------|---------------|----------------|-----------------|-----------------|-------------------|-----------|
| | 0 à 15 jours | 16 à 30 jours | 31 à 60 jours | 61 à 120 jours | 121 à 180 jours | 181 à 365 jours | Plus de 365 jours | |
| Communication totale | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 |
| Communication partielle | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Exception totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Exclusion totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Aucun document n'existe | 2 | 4 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 7 |
| Demande abandonnée | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 |
| Ni confirmée ni infirmée | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 3 | 5 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 10 |

3.2 Exceptions

| Article | Nombre de demandes | Article | Nombre de demandes | Article | Nombre de demandes |
|---------|--------------------|--------------|--------------------|---------|--------------------|
| 18(2) | 0 | 22(1)a)(i) | 0 | 23(a) | 0 |
| 19(1)a) | 0 | 22(1)a)(ii) | 0 | 23(b) | 0 |
| 19(1)b) | 0 | 22(1)a)(iii) | 0 | 24(a) | 0 |
| 19(1)c) | 0 | 22(1)b) | 0 | 24(b) | 0 |
| 19(1)d) | 0 | 22(1)c) | 0 | 25 | 0 |
| 19(1)e) | 0 | 22.1 | 0 | 26 | 0 |
| 19(1)f) | 0 | 22.2 | 0 | 27 | 0 |

| | | | | | |
|----|---|------|---|------|---|
| 20 | 0 | 22.3 | 0 | 27.1 | 0 |
| 21 | 0 | 22.4 | 0 | 28 | 0 |

3.3 Exclusions

| Article | Nombre de demandes | Article | Nombre de demandes | Article | Nombre de demandes |
|---------|--------------------|---------|--------------------|---------|--------------------|
| 69(1)a) | 0 | 70(1)a) | 0 | 70(1)e) | 0 |
| 69(1)b) | 0 | 70(1)b) | 0 | 70(1)f) | 0 |
| 69.1 | 0 | 70(1)c) | 0 | 70.1 | 0 |
| 70(1) | 0 | 70(1)d) | 0 | | |

3.4 Format des documents communiqués

| Papier | Électronique | | | | Autres |
|--------|-----------------------|---------------------|-------|-------|--------|
| | Document électronique | Ensemble de données | Vidéo | Audio | |
| 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

3.5 Complexité

3.5.1 Pages pertinentes traitées et communiquées en formats papier, document électronique et ensemble de données

| Nombre de pages traitées | Nombre de pages communiquées | Nombre de demandes |
|--------------------------|------------------------------|--------------------|
| 142 | 1 | 3 |

3.5.2 Pages pertinentes traitées en fonction de l'ampleur des demandes en formats papier, document électronique et ensemble de données par disposition des demandes

| Disposition | Moins de 100 pages traitées | | 100 à 500 pages traitées | | 501 à 1 000 pages traitées | | 1 001 à 5 000 pages traitées | | Plus de 5 000 pages traitées | |
|----------------------|-----------------------------|----------------|--------------------------|----------------|----------------------------|----------------|------------------------------|----------------|------------------------------|----------------|
| | Nombre de demandes | Pages traitées | Nombre de demandes | Pages traitées | Nombre de demandes | Pages traitées | Nombre de demandes | Pages traitées | Nombre de demandes | Pages traitées |
| Communication totale | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

| | | | | | | | | | | |
|--------------------------|----------|----------|----------|------------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|
| Communication partielle | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Exception totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Exclusion totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Demande abandonnée | 1 | 0 | 1 | 141 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Ni confirmée ni infirmée | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 2 | 1 | 1 | 141 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

3.5.3 Minutes pertinentes traitées et communiquées en format audio

| Nombre de minutes traitées | Nombre de minutes communiquées | Nombre de demandes |
|----------------------------|--------------------------------|--------------------|
| 0 | 0 | 0 |

3.5.4 Minutes pertinentes traitées en fonction de l'ampleur des demandes en format audio par disposition des demandes

| Disposition | Moins de 60 minutes traitées | | 60 à 120 minutes traitées | | Plus de 120 minutes traitées | |
|--|------------------------------|------------------|---------------------------|------------------|------------------------------|------------------|
| | Nombre de demandes | Minutes traitées | Nombre de demandes | Minutes traitées | Nombre de demandes | Minutes traitées |
| Communication totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Communication partielle | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Exception totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Exclusion totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Demande abandonnée | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Ni confirmée ni infirmée | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Refus approuvé par le Commissariat à l'information | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

3.5.5 Minutes pertinentes traitées et communiquées en format vidéo

| Nombre de minutes traitées | Nombre de minutes communiquées | Nombre de demandes |
|----------------------------|--------------------------------|--------------------|
| 0 | 0 | 0 |

3.5.6 Minutes pertinentes traitées en fonction de l'ampleur des demandes en format vidéo par dispositions des demandes

| Disposition | Moins de 60 minutes traitées | | 60 à 120 minutes traitées | | Plus de 120 minutes traitées | |
|--------------------------|------------------------------|------------------|---------------------------|--------------------|------------------------------|--------------------|
| | Nombre de demandes | Minutes traitées | Nombre de demandes | Nombre de demandes | Minutes traitées | Nombre de demandes |
| Communication totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Communication partielle | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Exception totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Exclusion totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Demande abandonnée | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Ni confirmée ni infirmée | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

3.5.7 Autres complexités

| Disposition | Consultation requise | Avis juridique sollicité | Autres | Total |
|--------------------------|----------------------|--------------------------|----------|----------|
| Communication totale | 0 | 1 | 0 | 1 |
| Communication partielle | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Exception totale | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Exclusion totale | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Demande abandonnée | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Ni confirmée ni infirmée | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 0 | 1 | 0 | 1 |

3.6 Demandes fermées

3.6.1 Nombre de demandes fermées dans les délais prévus par la *Loi*

| | |
|---|----|
| Nombre de demandes fermées dans les délais prévus par la <i>Loi</i> | 9 |
| Pourcentage des demandes fermées dans les délais prévus par la <i>Loi</i> (%) | 90 |

3.7 Présomptions de refus

3.7.1 Motifs du non-respect des délais prévus par la *Loi*

| Nombre de demandes fermées au-delà des délais prévus par la <i>Loi</i> | Motif principal | | | |
|--|---|-------------------------|-------------------------|--------|
| | Entrave au fonctionnement/ charge de travail | Consultation externe | Consultation interne | Autres |
| 1 | 1 | 0 | 0 | 0 |

3.7.2 Demandes fermées au-delà des délais prévus par la *Loi* (y compris toute prorogation prise)

| Nombre de jours au-delà des délais prévus par la <i>Loi</i> | Nombre de demandes fermées au-delà des délais prévus par la <i>Loi</i> où aucune prorogation n'a été prise | Nombre de demandes fermées au-delà des délais prévus par la <i>Loi</i> où une prorogation a été prise | Total |
|---|--|---|----------|
| 1 à 15 jours | 1 | 0 | 1 |
| 16 à 30 jours | 0 | 0 | 0 |
| 31 à 60 jours | 0 | 0 | 0 |
| 61 à 120 jours | 0 | 0 | 0 |
| 121 à 180 jours | 0 | 0 | 0 |
| 181 à 365 jours | 0 | 0 | 0 |
| Plus de 365 jours | 0 | 0 | 0 |
| Total | 1 | 0 | 1 |

3.8 Demandes de traduction

| Demandes de traduction | Acceptées | Refusées | Total |
|--------------------------|-----------|----------|-------|
| De l'anglais au français | 0 | 0 | 0 |

| | | | |
|-------------------------|----------|----------|----------|
| Du français à l'anglais | 0 | 0 | 0 |
| Total | 0 | 0 | 0 |

Section 4 : Communications en vertu des paragraphes 8(2) et 8(5)

| | | | |
|----------------------|----------------------|------------------------|--------------|
| Alinéa 8(2)e) | Alinéa 8(2)m) | Paragraphe 8(5) | Total |
| 0 | 0 | 0 | 0 |

Section 5 : Demandes de correction de renseignements personnels et mentions

| | |
|--|---------------|
| Disposition des demandes de correction reçues | Nombre |
| Mentions annexées | 0 |
| Demandes de correction acceptées | 0 |
| Total | 0 |

Section 6 : Prorogations

6.1 Motifs des prorogations

| Nombre de prorogations prises | 15a)(i) Entrave au fonctionnement de l'institution | | | | 15a)(ii) Consultation | | | 15b) Traduction ou cas de transfert sur support de substitution |
|-------------------------------|--|-----------------------|--------------------------|--------------------------------|---|---------|---------|---|
| | Examen approfondi pour déterminer les exceptions | Grand nombre de pages | Grand volume de demandes | Documents difficiles à obtenir | Documents confidentiels du Cabinet (article 70) | Externe | Interne | |
| 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 |

6.2 Durée des prorogations

| Durée des prorogations | 15a)(i) Entrave au fonctionnement de l'institution | | | | 15a)(ii) Consultation | | | 15b) Traduction ou cas de transfert sur support de substitution |
|------------------------|--|-----------------------|--------------------------|--------------------------------|---|---------|---------|---|
| | Examen approfondi pour déterminer les exceptions | Grand nombre de pages | Grand volume de demandes | Documents difficiles à obtenir | Documents confidentiels du Cabinet (article 70) | Externe | Interne | |
| 1 à 15 jours | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 16 à 30 jours | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 |

| | | | | | | | | |
|------------------|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 31 jours ou plus | | | | | | | | 0 |
| Total | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 |

Section 7 : Demandes de consultation reçues d'autres institutions ou organisations

7.1 Demandes de consultation reçues d'autres institutions du gouvernement du Canada et d'autres organisations

| Consultations | Autres institutions du gouvernement du Canada | Nombre de pages à traiter | Autres organisations | Nombre de pages à traiter |
|---|---|---------------------------|----------------------|---------------------------|
| Reçues pendant la période d'établissement de rapport | 0 | 0 | 0 | 0 |
| En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Fermées pendant la période d'établissement de rapport | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Reportées à l'intérieur des délais négociés à la prochaine période d'établissement de rapport | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Reportées au-delà des délais négociés à la prochaine période d'établissement de rapport | 0 | 0 | 0 | 0 |

7.2 Recommandations et délai de traitement pour les demandes de consultation reçues d'autres institutions du gouvernement du Canada

| Recommandation | Nombre de jours requis pour traiter les demandes de consultation | | | | | | | Total |
|---------------------------------|--|---------------|---------------|----------------|-----------------|-----------------|-------------------|-------|
| | 0 à 15 jours | 16 à 30 jours | 31 à 60 jours | 61 à 120 jours | 121 à 180 jours | 181 à 365 jours | Plus de 365 jours | |
| Communiquer en entier | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Communiquer en partie | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Exempter en entier | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Exclure en entier | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Consulter une autre institution | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

| | | | | | | | | |
|--------------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|
| Autre | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 0 |

7.3 Recommandations et délai de traitement pour les demandes de consultation reçues d'autres organisations (extérieures au gouvernement du Canada)

| Recommandation | Nombre de jours requis pour traiter les demandes de consultation | | | | | | | |
|---------------------------------|--|---------------|---------------|----------------|-----------------|-----------------|-------------------|----------|
| | 0 à 15 jours | 16 à 30 jours | 31 à 60 jours | 61 à 120 jours | 121 à 180 jours | 181 à 365 jours | Plus de 365 jours | Total |
| Communiquer en entier | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Communiquer en partie | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Exempter en entier | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Exclure en entier | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Consulter une autre institution | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Autre | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

Section 8 : Délais de traitement des demandes de consultation sur les documents confidentiels du Cabinet

8.1 Demandes auprès des services juridiques

| Nombre de jours | Moins de 100 pages traitées | | 100 à 500 pages traitées | | 501 à 1 000 pages traitées | | 1 001 à 5 000 pages traitées | | Plus de 5 000 pages traitées | |
|-----------------|-----------------------------|--------------------|--------------------------|--------------------|----------------------------|--------------------|------------------------------|--------------------|------------------------------|--------------------|
| | Nombre de demandes | Pages communiquées | Nombre de demandes | Pages communiquées | Nombre de demandes | Pages communiquées | Nombre de demandes | Pages communiquées | Nombre de demandes | Pages communiquées |
| 1 à 15 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 16 à 30 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 31 à 60 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 61 à 120 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 121 à 180 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 181 à 365 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Plus de 365 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

| | | | | | | | | | | |
|--------------|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Total | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
|--------------|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|

8.2 Demandes auprès du Bureau du Conseil privé

| Nombre de jours | Moins de 100 pages traitées | | 100 à 500 pages traitées | | 501 à 1 000 pages traitées | | 1 001 à 5 000 pages traitées | | Plus de 5 000 pages traitées | |
|-----------------|-----------------------------|--------------------|--------------------------|--------------------|----------------------------|--------------------|------------------------------|--------------------|------------------------------|--------------------|
| | Nombre de demandes | Pages communiquées | Nombre de demandes | Pages communiquées | Nombre de demandes | Pages communiquées | Nombre de demandes | Pages communiquées | Nombre de demandes | Pages communiquées |
| 1 à 15 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 16 à 30 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 31 à 60 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 61 à 120 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 121 à 180 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 181 à 365 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Plus de 365 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

Section 9 : Avis de plaintes et d'enquêtes reçus

| Article 31 | Article 33 | Article 35 | Recours judiciaire | Total |
|------------|------------|------------|--------------------|-------|
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

Section 10 : Évaluations des facteurs relatifs à la vie privée (EFVP) et fichiers de renseignements personnels (FRP)

10.1 Évaluations des facteurs relatifs à la vie privée

| | |
|-------------------------|---|
| Nombre d'EFVP terminées | 3 |
| Nombre d'EFVP modifiées | 0 |

10.2 Fichiers de renseignements personnels spécifiques à l'institution et centraux

| Fichiers de renseignements personnels | Actifs | Créés | Supprimés | Modifiés |
|---------------------------------------|-----------|----------|-----------|----------|
| Spécifiques à l'institution | 42 | 0 | 0 | 3 |
| Centraux | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 42 | 0 | 0 | 3 |

Section 11 : Atteintes à la vie privée

11.1 Atteintes substantielles à la vie privée signalées

| | |
|---|---|
| Nombre d'atteintes substantielles à la vie privée signalées au SCT | 0 |
| Nombre d'atteintes substantielles à la vie privée signalées au CPVP | 1 |

11.2 Atteintes non substantielles à la vie privée

| | |
|---|---|
| Nombre d'atteintes non substantielles à la vie privée | 7 |
|---|---|

Section 12 : Ressources liées à la *Loi sur la protection des renseignements personnels*

12.1 Coûts répartis

| Dépenses | | Montant |
|---------------------------------------|------------|-------------------|
| Salaires | | 720 121 \$ |
| Heures supplémentaires | | 0 \$ |
| Biens et services | | 117 457 \$ |
| • Contrats de services professionnels | 116 615 \$ | |
| • Autres | 842 \$ | |
| Total | | 837 578 \$ |

12.2 Ressources humaines

| Ressources | Années-personnes consacrées aux activités liées à la protection des renseignements personnels |
|--|---|
| Employés à temps plein | 5,130 |
| Employés à temps partiel et occasionnels | 0.000 |
| Employés régionaux | 0.000 |
| Experts-conseils et personnel d'agence | 0.000 |
| Étudiants | 0.000 |
| Total | 5,130 |

Annexe C : Rapport statistique complémentaire 2023-2024 sur la *Loi sur l'accès à l'information* et la *Loi sur la protection des renseignements personnels*

| | |
|---|--------------------------|
| Nom de l'institution : | Banque du Canada |
| Période d'établissement de rapport : | 2023-04-01 au 2024-03-31 |

Section 1 : Demandes et plaintes ouvertes en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information*

1.1 Indiquez le nombre de demandes ouvertes qui sont en suspens depuis des périodes de rapport précédentes.

| Exercice financier au cours duquel les demandes ouvertes ont été reçues | Demandes ouvertes qui sont dans les délais prescrits par la <i>Loi</i> en date du 31 mars 2024 | Demandes ouvertes dépassant les délais prescrits par la <i>Loi</i> en date du 31 mars 2024 | Total |
|---|--|--|-----------|
| Reçues en 2023-2024 | 12 | 17 | 29 |
| Reçues en 2022-2023 | 0 | 3 | 3 |
| Reçues en 2021-2022 | 0 | 2 | 2 |
| Reçues en 2020-2021 | 0 | 1 | 1 |
| Reçues en 2019-2020 | 0 | 0 | 0 |
| Reçues en 2018-2019 | 0 | 0 | 0 |
| Reçues en 2017-2018 | 0 | 0 | 0 |
| Reçues en 2016-2017 | 0 | 0 | 0 |
| Reçues en 2015-2016 | 0 | 0 | 0 |
| Reçues en 2014-2015 ou avant | 0 | 0 | 0 |
| Total | 12 | 23 | 35 |

1.2 Indiquez le nombre de plaintes ouvertes auprès du Commissaire à l'information qui sont en suspens depuis des périodes de rapport précédentes.

| Exercice financier au cours duquel les plaintes ont été reçues par l'institution | Nombre de plaintes ouvertes |
|--|-----------------------------|
| Reçues en 2023-2024 | 6 |
| Reçues en 2022-2023 | 0 |
| Reçues en 2021-2022 | 0 |
| Reçues en 2020-2021 | 0 |
| Reçues en 2019-2020 | 0 |
| Reçues en 2018-2019 | 0 |
| Reçues en 2017-2018 | 0 |
| Reçues en 2016-2017 | 0 |
| Reçues en 2015-2016 | 0 |
| Reçues en 2014-2015 ou avant | 0 |
| Total | 6 |

Section 2 : Demandes et plaintes ouvertes en vertu de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*

2.1 Indiquez le nombre de demandes ouvertes qui sont en suspens depuis des périodes de rapport précédentes.

| Exercice financier au cours duquel les demandes ouvertes ont été reçues | Demandes ouvertes qui sont dans les délais prescrits par la <i>Loi</i> en date du 31 mars 2024 | Demandes ouvertes dépassant les délais prescrits par la <i>Loi</i> en date du 31 mars 2024 | Total |
|---|--|--|-------|
| Reçues en 2023-2024 | 1 | 1 | 2 |
| Reçues en 2022-2023 | 0 | 0 | 0 |
| Reçues en 2021-2022 | 0 | 0 | 0 |
| Reçues en 2020-2021 | 0 | 0 | 0 |

| | | | |
|---------------------------------|----------|----------|----------|
| Reçues en 2019-2020 | 0 | 0 | 0 |
| Reçues en 2018-2019 | 0 | 0 | 0 |
| Reçues en 2017-2018 | 0 | 0 | 0 |
| Reçues en 2016-2017 | 0 | 0 | 0 |
| Reçues en 2015-2016 | 0 | 0 | 0 |
| Reçues en 2014-2015 ou avant | 0 | 0 | 0 |
| Total | 1 | 1 | 2 |

2.2 Indiquez le nombre de plaintes ouvertes auprès du Commissariat à la protection de la vie privée du Canada qui sont en suspens depuis des périodes de rapport précédentes.

| Exercice financier au cours duquel les plaintes ont été reçues par l'institution | Nombre de plaintes ouvertes |
|--|-----------------------------|
| Reçues en 2023-2024 | 0 |
| Reçues en 2022-2023 | 0 |
| Reçues en 2021-2022 | 0 |
| Reçues en 2020-2021 | 0 |
| Reçues en 2019-2020 | 0 |
| Reçues en 2018-2019 | 0 |
| Reçues en 2017-2018 | 0 |
| Reçues en 2016-2017 | 0 |
| Reçues en 2015-2016 | 0 |
| Reçues en 2014-2015 ou avant | 0 |
| Total | 0 |

Section 3 : Numéro d'assurance sociale

| | |
|--|-----|
| Votre institution a-t-elle commencé une nouvelle collecte ou une nouvelle utilisation du NAS en 2023-2024? | Non |
|--|-----|

Section 4 : Accès universel sous la *Loi sur la protection des renseignements personnels*

| | |
|---|---|
| Combien de demandes ont été reçues de la part de ressortissants étrangers en dehors du Canada en 2023-2024? | 1 |
|---|---|